

Georg Lukács

*Sur la question du  
parlementarisme.*

1920

Traduction de Jean-Pierre Morbois



Georg Lukács



Vladimir Ilitch Lénine

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :

*Zur Frage des Parlamentarismus* (1920).

Il occupe les pages 123 à 135 du recueil *Schriften zur Ideologie und Politik* [Écrits sur l'idéologie et la politique] (Luchterhand, Neuwied und Berlin, 1967). Il était jusqu'à présent inédit en français.

Il a été publié à l'origine dans : *Kommunismus*, 1<sup>ère</sup> année, cahier 6 (1920), pp. 161-172.

## *Préface*

Étudier la pensée de Georg Lukács, ce n'est pas considérer chaque texte qu'il a écrit comme une vérité révélée, valable en tout temps et en tout lieu. Ce n'est pas non plus fermer les yeux sur ses erreurs éventuelles. Être fidèle à son esprit, c'est au contraire replacer soigneusement chaque expression dans son contexte historique. Celui de l'article que nous proposons aujourd'hui est rappelé par la note n° 4, page 5. Ce texte date de 1920, au lendemain immédiat de la révolution d'Octobre et des révolutions manquées en Hongrie, en Allemagne, etc.

Il a été critiqué par Lénine en personne dans les termes suivants :

« Cet article de G. L. est très gauchiste et très mauvais. Son marxisme est purement verbal ; la distinction qui est faite entre la tactique "offensive" et la tactique "défensive" est toute imaginaire ; on n'y trouve pas l'analyse concrète de conjonctures historiques bien définies ; l'essentiel (la nécessité de conquérir et d'apprendre à conquérir tous les domaines du travail et toutes les institutions grâce auxquelles la bourgeoisie exerce son influence sur les masses, etc.) n'y est pas pris en considération. »<sup>1</sup>

Dans une interview de 1969, on posa à Lukács la question suivante :

*Quelle fut votre réaction lorsque Lénine attaqua votre article sur la question du parlementarisme ?*

Je m'étais complètement fourvoyé dans cet article, et je renonçai sans hésitation à mes thèses. Mais je dois ajouter

---

<sup>1</sup> Lénine, *Le communisme*, 12 juin 1920, Œuvres Tome 31. C'est dans ce texte que l'on trouve la formule célèbre : « l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète. »

que j'avais lu *La maladie infantile du communisme* de Lénine avant qu'il ne critique mon propre article, et que j'étais déjà tout à fait convaincu par ses arguments sur la question de la participation au parlement : ainsi sa critique de l'article ne changea pas grand-chose pour moi. Je savais déjà qu'il était faux. Vous vous souvenez de ce que dit Lénine dans *La maladie infantile du communisme* : que les parlements bourgeois sont complètement dépassés dans le sens historique, avec la naissance des organes révolutionnaires du pouvoir prolétarien, les soviets, mais que cela ne signifie absolument pas qu'ils sont dépassés dans un sens politique immédiat - en particulier que les masses occidentales ne croient plus en eux. C'est pourquoi les communistes doivent travailler aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces parlements »<sup>2</sup>

Revenant en 1971 sur cet épisode dans *Pensée vécue, mémoires parlés*, Lukacs dit :

« Pour rester impartial, je dois ajouter que Lénine avait aussi une très mauvaise opinion de moi. Il ne faut pas enjoliver les choses. Lénine s'est exprimé de manière très crue à propos de mon article sur le parlementarisme. S'il considérait Kun comme un disciple de Zinoviev, il me tenait, moi, pour un simple gauchiste. »<sup>3</sup>



---

<sup>2</sup> Lukács sur sa vie et son œuvre, interview à la *New Left Review*, in György Lukács, *Littérature, philosophie, marxisme*, Paris, PUF, 1978, pp. 166-167. Voir aussi : Lénine, *La maladie infantile du communisme*, chapitre VII, 10/18, 1962, pp. 75-76.

<sup>3</sup> Georg Lukács, *Pensée vécue, mémoires parlés*, Paris, L'Arche éditeur, 1986, p. 107. Béla **Kun** (1886-1938) principal dirigeant de l'éphémère République des conseils de Hongrie. Proche de Boukharine, il disparut dans les purges staliniennes.

*Sur la question du parlementarisme.*

I.

On prétend maintenant, de manière générale, que la question du parlementarisme ne serait pas une question de principe, mais une question purement tactique.<sup>4</sup> En dépit de son

---

<sup>4</sup> Avec cette contribution, Lukács prend part à une discussion d'une grande actualité à son époque, et qui a agité tous les partis adhérents à la III<sup>ème</sup> internationale. Résumons ici brièvement, pour une meilleure compréhension, la situation au sein du Parti Communiste Allemand (KPD). La séparation de la Ligue Spartakiste de l'USPD (Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne, fondé en avril 1917 par la fraction pacifiste du SPD après son exclusion fin 1916) et la fondation du KPD-Spartakusbund s'étaient surtout produites pour la raison que les dirigeants de la Ligue Spartakiste, à l'inverse des dirigeants de l'USPD, refusaient de participer aux premières élections à l'Assemblée Nationale. Cette position s'est cependant modifiée lorsque, après la mort de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, Paul Levi reprit la direction idéologique du Parti, et put, au deuxième congrès du KPD (en octobre 1919 à Heidelberg) – après l'exclusion du groupe « syndicaliste » de Hambourg – imposer les « thèses sur le parlementarisme » se prononçant pour l'utilisation tactique des institutions parlementaires. Sous la pression notamment du renforcement des forces réactionnaires (putsch de Kapp, 13-17 mars 1920) et dans l'obligation de contrer politiquement et idéologiquement le KAPD (Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands – Parti communiste ouvrier d'Allemagne issu de la scission "conseilliste" du KPD), fondé en avril 1920, ainsi que sous l'influence de Lénine qui en était de plus en plus arrivé à l'idée « qu'actuellement la "base objective" de la dictature du prolétariat fait défaut » [in *la Maladie infantile*, op. cit., p 167] ; la participation aux élections législatives à venir fut approuvée au 4<sup>ème</sup> congrès (illégal) du KPD. Le KPD (Ligue spartakiste) obtint, aux élections du 6 juin 1920, 2 % des suffrages exprimés et eut 2 élus (Levi et Zetkin). En fusionnant ensuite avec une partie de l'USPD (décembre 1920), le VKPD (Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands – Parti communiste unifié d'Allemagne, nom pris de 1920 à 1922 par le KPD à la suite de cette fusion) obtint aux élections au Reichstag, auxquelles il prit désormais part, une augmentation sensible de ses suffrages. Même si la question du parlementarisme était ainsi, en 1920, réglée au plan politique pratique, pour la durée de la République de Weimar, les problèmes abordés par Lukács n'étaient pas résolus au plan idéologique.

indubitable exactitude, cette thèse souffre cependant, à maints égards, de manque de clarté. Abstraction faite de ce qu'elle est formulée presque exclusivement par ceux qui – pratiquement – sont en faveur du parlementarisme, et donc que sa formulation signifie presque toujours une prise de position en faveur du parlementarisme, on dit sincèrement peu de choses par la simple affirmation qu'une question n'est pas de nature principielle, mais tactique. Surtout parce que – par suite d'un manque d'une véritable théorie de la connaissance du socialisme – la relation d'une question tactique aux principes n'est absolument pas claire.

Sans pouvoir, ne serait-ce qu'allusivement, aborder ici ce problème, il faut cependant souligner la chose suivante. Tactique signifie mise en application pratique de principes théoriquement établis. La tactique est ainsi le chaînon entre l'objectif et la réalité immédiate donnée. Elle est donc déterminée sous deux aspects. D'un côté par les principes et objectifs irrévocablement affirmés du communisme. De l'autre par la réalité historique constamment changeante. Quand on parle à répétition de la grande souplesse de la tactique communiste (tout au moins en ce qui concerne ce que celle-ci devrait être), on ne doit pas oublier pour une juste compréhension de cette thèse que *la flexibilité de la tactique communiste est la conséquence directe de la fermeté des principes du communisme*. Ce n'est que parce que les principes immuables du communisme ont pour vocation de transformer de manière vivante et féconde la réalité qui se modifie sans cesse qu'ils peuvent prendre cette flexibilité. Toute « realpolitik », toute action sans principe devient rigide et schématique, et plus elle est rigide et schématique, et plus on accentue obstinément son indépendance à l'égard des principes (par exemple la politique impérialiste allemande). Aucune « realpolitik » ne peut éliminer ce qui

est durable dans le changement, ce qui donne l'orientation dans le fouillis. Si cette fonction n'est pas assurée par une théorie qui soit en mesure d'influencer les faits de manière féconde et de devenir féconde à leur égard, alors l'habitude, le stéréotype, la routine s'installent obligatoirement à sa place, et ils sont alors incapables de s'adapter aux exigences de l'heure.

C'est justement par son ancrage dans la théorie, dans les principes, que la tactique communiste se différencie de toute tactique « politique réaliste » bourgeoise ou petite-bourgeoise social-démocrate. Si donc une question est définie comme question tactique pour le Parti Communiste, alors il faut s'interroger : premièrement, de quels principes la question tactique considérée dépend-elle ? Deuxièmement, pour quelle situation historique cette tactique est-elle applicable en fonction de cette dépendance ? Troisièmement, quelles caractéristiques cette tactique doit-elle présenter, également en fonction de cette dépendance ? Quatrièmement, comment faut-il penser l'articulation de la question tactique singulière avec les autres questions tactiques singulières, à nouveau en fonction de leur articulation aux questions de principe.

## II.

Pour définir plus précisément le parlementarisme comme question tactique du communisme, il faut toujours partir d'un côté du principe de la lutte des classes, de l'autre de l'analyse concrète de l'état actuel, factuel, des rapports de forces matériels et idéologiques entre les classes confrontées les unes aux autres. C'est de là que résultent les deux problématiques décisives. Premièrement, *quand* le parlementarisme est-il en général à considérer comme une arme, comme un moyen tactique du prolétariat ?

Deuxièmement, *comment* cette arme doit-elle être employée dans l'intérêt de la lutte de classe du prolétariat ?

Dans son essence, la lutte de classe du prolétariat est la négation de la société bourgeoise. Cela ne signifie en aucune façon l'indifférentisme à l'égard de l'État raillé à juste titre par Marx,<sup>5</sup> mais au contraire un genre de combat dans lequel le prolétariat ne se laisse absolument pas ligoter par les formes et les moyens que la société bourgeoise a mis sur pieds pour ses propres objectifs ; un genre de combat où l'initiative se situe totalement du côté du prolétariat. Maintenant, il ne faut cependant pas oublier que ce genre totalement pur de la lutte de classe prolétarienne ne peut que rarement se déployer simplement. Surtout parce que le prolétariat, bien qu'il soit, *conformément à sa mission historico-philosophique*, en combat constant contre l'existence de la société bourgeoise, se trouve très souvent dans *certaines situations historiques* sur la défensive par rapport à la bourgeoisie. Si l'on imagine la lutte de classe prolétarienne comme une grande offensive contre le capitalisme, l'histoire fait souvent apparaître cette offensive comme imposée au prolétariat. La situation tactique dans laquelle se trouve le prolétariat à un moment donné peut en conséquence de la façon la plus simple se décrire par son caractère offensif ou défensif. Il résulte alors tout naturellement de ce qui a été dit jusqu'ici que dans des situations défensives, il faut appliquer des moyens tactiques qui contredisent dans leur nature la plus intime l'idée de la lutte de classe prolétarienne. L'application certes nécessaire de tels moyens est de ce fait toujours liée au danger qu'ils

---

<sup>5</sup> *Der politische Indifferentismus*, (janvier 1873 *Almanacco Repubblicano* per l'anno 1874) in *Marx Engels Werke*, tome 18, Berlin, Dietz Verlag, 1976, pp. 299-304.

puissent mettre en péril le but pour lequel ils sont utilisés, la lutte de classe du prolétariat.

Ainsi, le parlement, l'instrument le plus propre à la bourgeoisie, ne peut être qu'une *arme défensive du prolétariat*. La réponse à la question du *quand* l'appliquer va alors de soi : une phase de la lutte de classe dans laquelle le prolétariat, soit en raison du rapport de forces externe, soit en raison de sa propre immaturité idéologique, ne peut pas combattre la bourgeoisie avec ses véritables moyens offensifs. La prise en charge de l'activité parlementaire signifie donc, pour tout Parti Communiste, *la conscience et l'aveu que la révolution est impensable dans un délai prévisible*. Le prolétariat acculé à la défensive peut alors utiliser la tribune du parlement pour des buts d'agitation et de propagande ; il peut utiliser les possibilités qu'assure la « liberté » accordée par la bourgeoisie aux membres du parlement comme succédané à des formes d'expression limitées par ailleurs ; il peut employer les luttes parlementaires avec la bourgeoisie pour rassembler ses propres forces, pour préparer le combat véritable, proprement dit, contre la bourgeoisie. Le fait qu'une telle phase puisse éventuellement durer une assez longue période, cela va de soi, mais ne change rien au fait que l'activité parlementaire ne peut, pour un Parti Communiste, *jamais être plus qu'une préparation au combat proprement dit*, qu'elle ne peut jamais être le combat proprement dit lui-même.

### III.

Plus difficile encore que le moment où la tactique parlementaire peut être appliquée est la définition de la manière dont un groupe communiste doit se comporter au parlement. (Les deux questions doit en outre très étroitement

dépendantes l'une de l'autre.) On se réclame<sup>6</sup> presque toujours de l'exemple de Karl Liebknecht et de celui du groupe bolchevique à la Douma. Mais les deux exemples montrent combien il est difficile pour les communistes d'adopter un juste comportement parlementaire, ce qui présuppose de la part des parlementaires communistes des capacités hors du commun. Cette difficulté peut se résumer brièvement de la manière suivante : le parlementaire communiste doit combattre le parlement au sein du parlement – et avec une tactique en vérité qui ne se place à aucun moment sur le terrain de la bourgeoisie, du parlementarisme. Ce n'est pas à la « contestation » du parlementarisme, pas à la « lutte » dans les « débats » que l'on pense ici (tout cela reste parlementaire, légal, reste de la phraséologie révolutionnaire), mais à la lutte contre le parlementarisme, contre la domination de la bourgeoisie *par l'action* au sein même du parlement.

Cette action révolutionnaire ne peut pas avoir d'autre but que de préparer idéologiquement le passage du prolétariat de la défensive à l'offensive ; c'est-à-dire que par cette action, la bourgeoisie et ses auxiliaires sociaux-démocrates vont être contraints de mettre à nu leur dictature de classe d'une manière qui peut devenir dangereuse pour la perpétuation de cette dictature. Il s'agit donc, avec la tactique communiste de démasquage de la bourgeoisie au parlement, non pas d'une critique verbale (dans de nombreux cas, cela peut être une simple phraséologie révolutionnaire tolérée par la bourgeoisie), mais d'une provocation de la bourgeoisie à un comportement plus franc, à un auto-dévoilement par des actes qui, à l'instant donné, peuvent devenir défavorables

---

<sup>6</sup> Récemment : Karl Radek, *le développement de la Révolution mondiale et la tactique des partis communistes dans la lutte pour la dictature du prolétariat*, Berlin, 1920, p. 29. (G. L.)

pour elle. Puisque le parlementarisme est une tactique défensive du prolétariat, il faut en l'occurrence organiser la défensive de telle sorte que l'initiative tactique reste malgré tout au prolétariat, que les attaques de la bourgeoisie puissent être désavantageuses pour elle-même.<sup>7</sup>

Cet exposé tout à fait bref et grossier montre déjà, nous l'espérons, avec une clarté suffisante les grandes difficultés de cette tactique. La première difficulté qui, sans exception, guette les groupes parlementaires, c'est de parvenir à dépasser vraiment le parlementarisme au sein même du parlement. Même la critique la plus acerbe d'une action des classes dirigeantes reste en effet de simples paroles, de la simple phraséologie révolutionnaire, si elle ne dépasse pas le cadre du parlement. Si elle n'a pas pour conséquence que la lutte des classes elle-même s'enflamme à cet instant, que les contradictions de classes apparaissent au grand jour d'une manière plus nette et plus favorable de ce fait à la diffusion de l'idéologie du prolétariat. L'opportunisme – le grand danger de la tactique parlementaire – a précisément là ses fondements ultimes : toute activité parlementaire qui, dans sa nature et ses effets, ne va pas au-delà du parlement, n'a pas au moins pour orientation de dynamiter le cadre parlementaire, est opportuniste. En l'occurrence, la critique la plus acerbe qui s'exerce *au sein* de ce cadre ne peut pas changer la moindre chose. Bien au contraire. Le fait même qu'une critique acerbe de la société bourgeoise apparaisse *possible* dans le cadre du parlement va contribuer à troubler la conscience de classe prolétarienne, ce que souhaite la

---

<sup>7</sup> C'est certainement à cette tactique que pense Engels dans sa préface si souvent mal comprise – le plus souvent volontairement – aux *Luttes de classe en France*, quand il dit que « les partis de l'ordre... périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes. » Sa description est sans ambiguïté celle d'une situation de défensive. (G. L.). In Karl Marx, les *Luttes de classe en France*, Paris, Éditions Sociales, 1952, p. 22.

bourgeoisie. La fiction de la démocratie parlementaire bourgeoise repose en effet sur le fait que le parlement n'apparaît pas comme un organe de l'oppression de classe, mais comme l'organe du « peuple entier ». Tout radicalisme verbal, en renforçant – du fait de sa possibilité parlementaire – les illusions des couches non conscientisées du prolétariat concernant cette fiction, est opportuniste et doit être rejeté.

Le parlement doit donc être saboté *en tant que parlement*, l'activité parlementaire doit être menée au-delà du parlementarisme. C'est à l'occasion de cette définition des tâches de la représentation parlementaire des communistes que l'on voit une difficulté tactique subséquente, qui même lorsque le danger de l'opportunisme semble surmonté, est à même de mettre ce travail en grand danger. Ce danger, c'est qu'en dépit de tous les efforts que peut faire le groupe parlementaire communiste, l'initiative et de ce fait l'avantage tactique reste malgré tout du côté de la bourgeoisie. L'avantage tactique échoit en effet à celui des adversaires en lutte qui réussit à obtenir les conditions qui lui sont favorables pour combattre l'autre. On pourrait déjà souligner que toute limitation du combat au cadre parlementaire est une victoire tactique de la bourgeoisie ; le prolétariat est donc dans de très nombreux cas placé devant le choix : ou renâcler devant le combat décisif (rester dans le cadre parlementaire : danger de l'opportunisme), ou sortir du parlementarisme, mettre en œuvre un appel aux masses populaires à un moment qui est favorable à la bourgeoisie. L'exemple le plus explicite de l'insolubilité de cette question est offert par la situation actuelle du prolétariat italien. Les suffrages – qui ont été sollicités ouvertement sous le drapeau du communisme, par une propagande de grand style – ont apporté au parti un grand nombre de mandats. Et alors ? Ou

bien, comme le souhaitent Turati<sup>8</sup> et consorts, participer au « travail positif » du parlement ; conséquence : victoire de l'opportunisme, affadissement du mouvement révolutionnaire. Ou bien sabotage ouvert du parlement ; conséquence : tôt ou tard conflit direct avec la bourgeoisie, alors que le prolétariat n'a pas la capacité de choisir le moment du conflit. Qu'on ne se méprenne pas : nous ne partons pas de la supposition risible que l'on pourrait « choisir le bon moment » de la révolution ; bien au contraire : nous pensons que les explosions révolutionnaires sont des actions spontanées des masses, et qu'il revient au parti de rendre conscient l'objectif et d'indiquer l'orientation. Mais du fait que le point de départ du conflit se situe au parlement, c'est précisément cette spontanéité qui est mise en danger. Ou bien l'action parlementaire devient une manifestation creuse (dont la conséquence est de fatiguer et d'endormir le plus grand nombre dans la durée), ou bien elle mène de la part de la bourgeoisie à des provocations réussies. Le groupe parlementaire italien – de peur de cette dernière possibilité » – balance sans cesse de ci de là entre des manifestations creuses et le doux opportunisme de la phraséologie révolutionnaire. (À côté de ces erreurs tactiques de méthode, des erreurs pour ainsi dire tactiques de contenu ont assurément aussi été commises, par exemple la manifestation petite-bourgeoise en faveur de la République.)

#### IV.

À partir de cet exemple, un enseignement très clair apparaît, celui du danger que peut représenter pour le prolétariat une « victoire électorale ». Le plus grand danger pour le parti italien réside dans le fait que son action antiparlementaire au parlement peut très facilement conduire à la destruction du

---

<sup>8</sup> Filippo Turati (1857-1932) avocat, homme politique et journaliste socialiste italien.

parlement – bien que le prolétariat italien ne possède pas encore la maturité idéologique et organisationnelle nécessaire pour le combat décisif. La contradiction entre victoire électorale et impréparation jette une lumière crue sur l'inconsistance de cet argument en faveur du parlementarisme qui y voit une « revue militaire » du prolétariat. Si les « suffrages » ainsi obtenus représentaient en effet de véritables communistes, ces réserves seraient alors sans objet, et la maturité idéologique serait déjà là.

On voit aussi par-là que la propagande électorale n'est pas sans inconvénients, même comme simple moyen de propagande. La propagande du Parti communiste doit servir à éclairer la conscience de classe des masses prolétariennes, servir à leur éveil à la lutte de classe. Elle doit en conséquence être orientée, autant qu'il est possible, sur l'accélération du processus de différenciation dans le prolétariat. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut obtenir d'une part que se développe le noyau conscient et ferme du prolétariat révolutionnaire (le Parti communiste) ; d'autre part que le parti, par l'enseignement de sa conception de l'action révolutionnaire, entraîne avec lui les couches à demi-conscientisées et les conduise à la prise de conscience révolutionnaire de leur situation. Pour cela, la propagande électorale est un moyen extrêmement douteux. Non seulement accorder son suffrage n'est pas une action, mais c'est quelque chose de bien pire : c'est un semblant d'action, l'illusion d'une action ; de ce fait, elle n'a pas pour effet de favoriser la prise de conscience, mais au contraire de troubler la conscience. Cela fait naître une armée en apparence nombreuse, mais qui, au moment où une résistance sérieuse serait nécessaire, renonce totalement (La social-démocratie allemande en août 1914).

Cet état de fait résulte nécessairement de la nature typiquement bourgeoise des partis parlementaires. Comme l'organisation globale de la société bourgeoise, le but ultime, même s'il est rarement conscient, des partis parlementaires bourgeois, c'est l'obscurcissement de la conscience de classe. En tant que minorité, en voie de disparition, de la population, la bourgeoisie ne peut maintenir sa domination qu'en enrôlant parmi ses partisans toutes les couches hésitantes et confuses, au plan matériel comme au plan idéologique. Le parti parlementaire bourgeois est en conséquence une résultante des intérêts de classe les plus divers (où assurément, du point de vue du capitalisme, le compromis apparent est toujours plus grand que le compromis réel). Cette structure de Parti va presque toujours être imposée au prolétariat dès lors qu'il participe au combat électoral. La vie propre de tout mécanisme électoral, dont le travail vise nécessairement une « victoire » aussi grande que possible, influence presque toujours les discours dans le but de gagner des « sympathisants ». Et même si ce n'est pas ou peu devenu conscient, il y a dans l'ensemble de la technique électorale une séduction des « sympathisants », qui cache en elle un danger funeste : séparer l'une de l'autre l'opinion et l'action, et éveiller ainsi un penchant pour la condition bourgeoise, pour l'opportunisme. Le travail d'éducation des partis communistes, son intervention auprès des groupes du prolétariat touchés par la confusion et l'hésitation ne peuvent donc être véritablement fructueux que s'ils consolident en eux, par l'enseignement de sa conception de l'action révolutionnaire, les convictions révolutionnaires. Toute campagne électorale montre – conformément à sa nature bourgeoise – une orientation totalement opposée qui ne peut être véritablement surmontée que dans des cas très rares. Le parti italien lui aussi est exposé à ce danger. L'aile droite a

considéré l'adhésion à la troisième internationale, la revendication de la république des conseils, comme de simples discours électoraux. Le processus de différenciation, la *véritable* conquête des masses pour l'*action* communiste ne peut ainsi *commencer* que plus tard (probablement dans des circonstances plus défavorables). Somme toute, les discours électoraux montrent déjà, par le fait qu'ils ne sont pas en relation directe avec l'action, une tendance remarquable à estomper les oppositions, à réunifier les orientations divergentes – clairement des propriétés qui sont plus que douteuses, précisément dans la situation actuelle de la lutte de classes où ce qui est important, c'est la véritable unité, active, du prolétariat et pas l'unité apparente des vieux partis.

V.

De ces difficultés, presque insolubles, d'une action communiste au parlement fait partie la trop grande indépendance et autonomie qui revient d'ordinaire au groupe parlementaire dans la vie du parti. Que ce soit un avantage pour les partis bourgeois, c'est évident, mais nous ne pouvons pas ici l'étudier de plus près.<sup>9</sup> Mais ce qui est utile pour la bourgeoisie est presque sans exception dangereux pour le prolétariat. Il en va de même aussi dans le cas où, par suite des dangers de la tactique parlementaire décrits ci-dessus, ceux-ci ne pourront être évités avec quelque chance que si *l'activité parlementaire est dans sa totalité et sans condition soumise à la Direction centrale extra-parlementaire*. Ceci semble évident au plan théorique, mais l'expérience nous enseigne que la relation entre parti et groupe parlementaire s'inverse presque sans exception, et que le parti se retrouve à la remorque du groupe

---

<sup>9</sup> Ceci est corrélé à la question des avantages que représente pour la bourgeoisie la dite séparation des pouvoirs. (G. L.)

parlementaire. Ainsi par exemple dans le cas Liebknecht pendant la guerre où, à l'encontre du groupe au Reichstag, il s'est réclamé, en vain naturellement, des impératifs du programme du parti.<sup>10</sup>

Plus difficile encore que la relation entre le groupe parlementaire et le parti est celle entre le groupe et le conseil ouvrier. La difficulté à poser une question de manière théoriquement juste jette à nouveau une lumière crue pour la nature problématique du parlementarisme dans la lutte de classe du prolétariat. Les conseils ouvriers comme *organisations du prolétariat dans son ensemble* (conscient comme inconscient) *pointent déjà par leur simple existence au-delà de la société bourgeoise*. Ils sont dans leur nature des organisations de diffusion, ils sont la capacité d'action et la puissance du prolétariat ; en tant que tels, ce sont de véritables thermomètres du développement de la révolution. Car tout ce qui va être accompli et obtenu dans les conseils ouvriers va être arraché à la résistance de la bourgeoisie, et c'est de ce fait non seulement précieux comme résultat, mais aussi fondamental comme moyen d'éducation à l'action consciente de classe. On atteint donc un sommet du « crétinisme parlementaire »<sup>11</sup> quand on entreprend (comme le fait l'USPD) d'inscrire les conseils ouvriers dans la constitution, de leur assurer légalement un champ d'action déterminé. *La légalité tue le conseil ouvrier*. Comme organisation offensive du prolétariat révolutionnaire, le conseil ouvrier n'existe que dans la mesure où il menace l'existence de la société bourgeoise, dans la mesure où par sa lutte, pas à pas, il prépare sa disparition et ainsi l'édification

---

<sup>10</sup> Karl Liebknecht, *Klassenkampf gegen den Krieg* [Lutte de classe contre la guerre], Berlin 1915, p. 53. (G. L.)

<sup>11</sup> On trouve cette expression dans Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions Sociales, 1963, p. 76.

de la société prolétarienne. Toute légalité, c'est-à-dire toute insertion dans la société bourgeoise avec des *limites définies* de compétence, transforme son existence en un semblant d'existence : du conseil ouvrier, on fait une mixture de club de débats, de comité – et de caricature de parlement.

Le conseil ouvrier et le groupe parlementaire peuvent-ils donc coexister, dans l'absolu, comme armes tactiques du prolétariat ? Il serait tentant de déduire du caractère offensif de l'un et de la nature défensive de l'autre qu'ils se complètent réciproquement.<sup>12</sup> De telles tentatives de conciliation méconnaissent cependant qu'offensive et défensive dans la lutte des classes sont des concepts dialectiques, dont chacun d'entre eux englobe tout un monde de l'action (donc dans les deux cas : offensives et défensives isolées) et ne peut s'appliquer qu'à une phase définie de la lutte de classe, à celle-ci mais en incluant l'autre. La différence entre les deux phases peut se définir de la façon la plus brève, et en même temps la plus claire, pour la question traitée ici, de la manière suivante : le prolétariat se trouve sur la défensive tant que le processus de décomposition du capitalisme n'a pas commencé. Si cette phase de l'évolution économique est engagée, alors – peu importe que ce changement soit devenu conscient ou non, et même qu'il apparaisse « scientifiquement » constatable et avéré – le prolétariat est *contraint à l'offensive*. Mais comme le processus d'évolution de l'idéologie ne coïncide pas simplement avec celui de l'économie, ne se déroule jamais de façon totalement parallèle, la possibilité objective et la nécessité de la phase offensive de la lutte de classe trouve rarement le prolétariat suffisamment préparé au plan idéologique. Si par suite de la situation économique, l'action

---

<sup>12</sup> Préconisation de Max Adler que le conseil ouvrier soit une deuxième chambre. (G. L.)

spontanée des masses prend malgré tout une orientation révolutionnaire, elle va toujours être détournée vers de fausses routes ou totalement sabotée par la caste dirigeante opportuniste qui ne veut pas ou ne peut pas s'arracher des habitudes du stade défensif. Dans la phase offensive de la lutte de classe, sont en conséquence opposés comme ennemis au prolétariat, non seulement la bourgeoisie et les couches sociales qu'elle dirige, mais aussi *sa propre caste dirigeante antérieure*. L'objet sur lequel la critique doit s'orienter n'est donc plus en première ligne la bourgeoisie (qui a déjà été jugée par l'histoire), mais l'aile droite et le centre du mouvement ouvrier, la social-démocratie sans l'aide de laquelle le capitalisme n'aurait dans aucun pays la moindre chance de surmonter sa crise actuelle, même temporairement.

Mais la critique du prolétariat est également *une critique par l'action*, une œuvre d'éducation à l'action révolutionnaire, un enseignement de ses conceptions. Pour cela, les conseils ouvriers sont l'instrument le mieux adapté. Car plus important que quelques acquis isolés qu'ils peuvent conquérir pour le prolétariat, il y a leur fonction éducative. *Le conseil ouvrier est la mort de la social-démocratie*. Alors qu'il est tout à fait possible au parlement de dissimuler l'opportunisme de fait par une phraséologie révolutionnaire, le conseil ouvrier est contraint d'agir – ou bien il cesse d'exister. Cette action, dont le guide conscient doit être le parti communiste, réalise la dissolution de l'opportunisme, la critique aujourd'hui nécessaire. Le développement des conseils ouvriers en Russie de la première à la deuxième révolution montre clairement à quoi doit conduire cette évolution.

Ainsi serait défini au plan tactique et théorique la place du conseil ouvrier et du parlement : *là où un conseil ouvrier est*

*possible* (même dans le cadre le plus modeste), *le parlementarisme est superflu*. Il est même dangereux car dans sa nature, il y a que la critique possible dans son cadre ne serait que la critique de la bourgeoisie et pas l'autocritique du prolétariat. Le prolétariat doit pourtant, avant d'aborder la terre sainte de la libération, traverser le purgatoire de cette autocritique, dans laquelle il dissout, rejette, la forme qu'il prend à l'âge du capitalisme et qui se manifeste de la manière la plus expressive dans la social-démocratie, et c'est ainsi qu'il parvient à la clarification.



*Table des matières.*

I.....	5
II.....	7
III.....	9
IV.....	13
V.....	16